
QUI SOMMES- NOUS ?

NOTRE GROUPE est constitué de personnes qui ont participé aux manifestations qui ont eu lieu à Grenoble contre le pass sanitaire. Depuis septembre 2021, nous nous réunissons régulièrement pour discuter, partager des expériences et des lectures, confronter des analyses. Quand c'est possible, nous essayons de construire des positions communes, d'écrire des textes et de les diffuser (via notre journal La nouvelle vague et notre site internet), voire d'organiser des événements et des actions.

NOUS NOUS RETROUVONS sur quelques points : une défiance envers le maillage technologique toujours plus serré sur nos vies, une critique des ravages environnementaux et sociaux du capitalisme, la contestation de l'autoritarisme du pouvoir (dont le pass sanitaire a été une illustration caricaturale).

NOUS NOUS RETROUVONS également sur une méthode, une envie : une dynamique de recherche, de discussion et de rencontre. Ainsi, nous tâchons de mettre en discussion et en débat nos certitudes, de construire des analyses nuancées et non manichéennes, et nous avons une volonté de rencontre avec d'autres individus et d'autres groupes. D'autant plus dans cette période très agitée socialement et où tout pronostic politique est difficile.

AUJOURD'HUI, le pass sanitaire n'est plus d'actualité, mais nous poursuivons nos activités. En effet, selon nous, la crise du Covid n'a pas été un événement exceptionnel, hors norme, hors de l'Histoire. Cette crise a surtout été un catalyseur, un accélérateur de tendances déjà existantes. Des éléments de cette période se retrouveront dans les épisodes sociaux à venir. Alors, autant le dire : même si nous le déplorons, il y aura d'autres pandémies, car celles-ci ne sont pas des événements « naturels », mais des conséquences de notre organisation politique et sociale.

CONTRE TOUTES CES CRISES (sanitaires, mais aussi environnementales, économiques ou militaires) et contre les « remèdes » apportés par le pouvoir à ces crises (qui ne remettent rien en cause sur le fond), il faut une rupture. Nous ne voulons pas revivre d'épisode similaire ! C'est pourquoi nous poursuivons nos activités et comptons bien traiter des sujets qui nous semblent centraux : surveillance de masse, gestion autoritaire des populations, hyper-technologisation, propagande médiatique à sens unique, dégradation environnementale, etc.

ON ATTEND DE NOUS soumission et adaptation. Nous répondons : réflexions collectives, partage d'analyses et actions. Nous voulons réfléchir, mais pas seuls dans notre coin : réfléchir ensemble, confronter nos analyses dans les luttes, dans les manifestations, faire des ponts avec d'autres groupes... et produire de l'action.

<https://collectifruptures.wordpress.com>

contact-ruptures@riseup.net

La nouvelle vague

propagée par le collectif Ruptures

février 2023 – numéro 9

COMMENT GAGNER CONTRE MACRON ?

La réforme de 2023 ne tombe pas du ciel : elle prend la suite des réformes similaires de 1993 (Balladur), 1995 (Juppé, leur seul échec !), 2003 (Fillon), 2010 (Woerth) qui avaient déjà pour but de détricoter le régime des retraites par répartition.

En 2003 déjà nous avons fait grève et manifesté. Malgré la belle grève d'un mois des fonctionnaires, la réforme est passée. En 2010, rebelote : nous étions très nombreux (3 millions), les salariés des raffineries bloquaient leurs usines. Le mot d'ordre était le retrait de la réforme. La réforme est passée.

Alors on est là, en 2023, avec nos journées d'actions massives... On se félicite, « Ah on est nombreux », « Ah oui, ça fait longtemps que j'avais pas vu autant de monde », etc. Mais est-ce que ça peut nous permettre de gagner ? Il est vrai qu'on ne gagne pas une lutte si on est isolés. Mais ça ne suffit pas : le mouvement de 2010 l'a montré. Les intérêts en face de nous sont trop importants. Le capitalisme veut à tout prix maintenir – et augmenter – son taux de profit. Sa rapacité n'a pas de limites, et nos manifestations plan-plan ne leur font plus peur. On n'est plus la période où ils faisaient semblant de jouer le jeu démocratique, où Juppé retirait le plan retraites suite au mouvement de décembre 1995.

Si on reprend les mêmes méthodes de lutte et les mêmes objectifs, comment espérer gagner cette fois-ci ?

TOUT NIQUER POUR GAGNER ?

SI ON VEUT LES FAIRE RECULER, il faut plus que des manifs-promenades, plus que des grèves de une journée, plus que des actions symboliques. On l'a vu pendant les vacances de Noël 2022 à la SNCF : ce qui a fait flipper le gouvernement c'était l'action d'un collectif de contrôleurs hors syndicats, qui refusait de négocier. Des incontrôlables.

Alors en effet, on pourrait aller bloquer la Rocade plutôt que d'aller au Parc Mistral. On pourrait faire des actions péage gratuit, repeindre les murs du Medef ou montrer notre détermination aux flics. Ça les inquiéterait peut-être. Mais il faut avoir en tête que même si nous multiplions les actions il n'est pas dit que le gouvernement lâche quoi que ce soit. Lors du dernier mouvement social d'ampleur, les Gilets jaunes, malgré des mobilisations très massives,

malgré un soutien de l'opinion, malgré des manifs musclées jusque dans les beaux quartiers de la capitale, on a obtenu plus de gaz lacrymogène et de LBD que d'acquis sociaux.

On pourrait aussi entrer en grève reconductible, bloquer l'économie. Mais quels secteurs de l'économie, quelle catégorie de salariés est prêt à cela ? Surtout avec l'expérience de la défaite des mouvements précédents. Les profs ? La SNCF ? Qui y croit sincèrement ?

Avec des manifs plan-plans nous n'aurons rien. Mais même avec des actions plus dures, si nous restons sur le même mot d'ordre de « défense du système de retraites », ou pour les plus radicaux à réclamer le retour à 37,5 annuités, il est probable que nous allons perdre.

(suite page 2)

LE PATRONAT n'est plus d'accord pour nous lâcher gentiment quelques miettes de cette richesse qui a fait les beaux jours des Trente Glorieuses. Pendant quelques décennies, le compromis social a tenu sur le modèle du Conseil National de la Résistance (le CNR), que le Parti communiste avait réussi à imposer à la bourgeoisie dans l'immédiat après-guerre : une « juste » répartition des richesses entre patrons et salariés, sur fond de croissance économique exponentielle. Pendant que la bourgeoisie s'engraissait, elle était d'accord pour lâcher une participation aux salariés.

Mais quelles « richesses » acceptaient-ils de partager ? Des réfrigérateurs, des fours micro-ondes, de l'électroménager, des bagnoles... Une hausse du confort matériel, en fait, qui avait un sens dans ces années où les logements n'avaient pas l'eau courante. Mais ça y est, cette hausse du confort a eu lieu. Et il ne faut pas confondre confort et richesse. Ça place nos revendications sur un plan strictement matériel, sur un plan monétaire, et ça nous fait souscrire à une drôle de définition de la richesse : « plus = mieux ».

LA SOLIDARITÉ ? OUI ! MAIS LAQUELLE ?

C'EST POUR PARTAGER ce genre de « richesse » que le système des retraites par répartition a été mis en place dans l'après-guerre, comme d'autres dispositifs au cours du XX^{ème} siècle. Pour redistribuer de l'argent ou des marchandises, c'est à dire les produits du système capitaliste et industriel, il faut en effet des organismes géants de planification et de redistribution. Des administrations bâties sur le modèle de l'État : verticales, impersonnelles, soit-disant démocratiques mais gérées par des experts, des fonctionnaires et des technocrates. Une société industrielle repose sur le principe de délégation : pendant qu'on délègue la production matérielle de la vie à des corporations, on délègue la solidarité à des administrations. C'est la Sécu, c'est l'Unedic, c'est la CAF : des organismes industriels de redistribution de la richesse industrielle.

Ne crachons pas dans la soupe : répartir les produits du capitalisme vaut mieux que de les laisser à 100 % dans les poches du patronat. C'est sur ce terrain que se battent la plupart des syndicats et les partis de gauche. Mais ce que nous voulons dans le fond, ce n'est pas partager leur richesse. C'est créer la nôtre. La richesse, c'est respirer un air sain, boire une eau propre, préserver la beauté des paysages. C'est le fait de disposer de terres pour produire notre

Évidemment, si la quantité de fours micro-ondes et de smartphones continuait à s'accroître indéfiniment, il vaudrait mieux que ces biens de consommation appartiennent aux salariés plutôt qu'à quelques hyper-riches. Il y a cependant un détail à prendre en compte : il n'est pas possible d'accroître indéfiniment le nombre de fours micro-ondes et de smartphones. Une croissance infinie sur une planète finie est impossible. Les taux de croissance des Trente glorieuses reposaient sur une exploitation démesurée des ressources naturelles et des pays du Sud. C'est le mensonge du capitalisme que de nous avoir fait croire qu'on pouvait continuer indéfiniment dans cette direction, et c'est le péché du mouvement social de l'avoir cru et d'avoir fermé les yeux sur l'impossibilité matérielle et sur l'immoralité de notre mode de vie.

La richesse, ce ne doit pas être et ça ne peut pas être ce que le patronat désigne sous ce nom. Ça ne se résume pas à un montant sur une fiche de paye ou de pension.

subsistance. C'est le fait de se sentir en sécurité dans son environnement (professionnel, social...), donc de le maîtriser plutôt que d'en déléguer la gestion. C'est le fait de se sentir reconnu dans une activité professionnelle dont on connaît le sens et l'utilité sociale. La richesse, c'est construire des espaces, des collectifs, des institutions régies par des règles que l'on se donne et que l'on peut diriger nous-mêmes sans que tout s'envole dans des instances supérieures et géantes. La solidarité, cela fait partie de la richesse : prendre soin des plus faibles, avoir une attention au monde qui nous entoure, refuser l'indifférence et l'égoïsme.

Nous ne nous battons pour ce système de retraites que par défaut. La solidarité que nous défendons ne doit pas reposer sur un taux de croissance de 2 % par an qui induit mathématiquement un doublement du PIB tous les 35 ans, donc sur un modèle extractiviste et colonial, sur un monde de centrales nucléaires et d'ordinateurs. Car ça, ça détruit ce qui est vraiment la richesse. La solidarité à défendre ne repose pas sur la délégation, mais sur l'autonomie. À l'heure de la crise écologique, la solidarité doit être écologique.

La solidarité qui est la nôtre, c'est une solidarité faite de liens et non de dispositifs.

DIRE ÇA, ça ne veut pas dire désertier l'affrontement avec le patronat et avec l'État, ce n'est pas leur dire « *Gardez votre solidarité industrielle, nous on va vivre dans la forêt* ». Ça ne veut pas dire ça, et d'ailleurs ce serait impossible. Nous vivons dans ce monde, nous avons besoin de la thune de la CAF, de la thune de Pôle emploi, de la thune des retraites. Particulièrement les plus pauvres et les plus précaires.

Ça veut dire cette chose qui a longtemps été oubliée par le mouvement social : en même temps qu'on lutte pour un partage égalitaire des richesses et du pouvoir, on doit affirmer quel type de richesses et de pouvoir on veut. Et quel type de « richesse » on refuse. On doit leur opposer un rapport au monde, et pas seulement un rapport de force. Sous peine de lui réclamer des miettes de ce qu'il crée et qui nous empoisonne... et de patiner de défaites en défaites !

EN BANDE ORGANISÉE, PERSONNE PEUT NOUS ARRÊTER

– ON POURRAIT CONVERGER avec les mouvements écologistes, qui ont le mérite de questionner quel type de société on veut, et quelle société on refuse. Par exemple le 25 mars, manif Mégabassines à Sainte Soline (des bus sont prévus de Grenoble, contact@lessoulevementsdelaterre.org) ou le 1er avril, manif à Crolles contre l'agrandissement de ST Microelectronics avec le mot d'ordre « *De l'eau pas des puces!* » (<https://stopmicro38.noblogs.org>). Une réunion publique d'information aura lieu vendredi 3 mars à la Maison des associations de Grenoble.

– On pourrait augmenter les actions de blocage et de réappropriation qui coûtent cher à l'État et au patronat. Ce sont des choses qui se discutent dans les AG de lutte du mouvement, comme celle qui a lieu au 38 rue d'Alembert (la prochaine est le 16 février à 19h30, c'est ouvert à tous et toutes).

– On pourrait construire et renforcer nos propres lieux d'autonomie, bâtir des espaces basés non sur le

Ça veut dire nous battre pour une autre société, radicalement différente de celle-ci, débarrassée du capitalisme, du productivisme et de l'État, qui prenne en compte les apports de l'écologie et du féminisme (qui sont sans doute les mouvements les plus révolutionnaires de ces dernières décennies par les changements de rapport au monde qu'ils proposent). C'est en s'appuyant là dessus qu'on pourra gagner. Pas en le refoulant à « *plus tard* », à « *quand on aura gagné ceci-cela pour commencer* » : ça, ça ne fonctionne pas, on le voit.

Historiquement, les réformistes n'ont obtenu des avancées que quand ils étaient poussés par un mouvement révolutionnaire voulant retourner la table et bâtir un autre monde. Tirons-en des leçons.

profit, la domination et l'instrumentalisation, mais sur le soin, l'attention, la considération, l'égalité, tout en restant ouverts et non sectaires : en bref des institutions à taille humaine.

Poser ces questions dans la cadre d'un mouvement social n'est pas anodin. Avec la grève, les AG et les actions collectives, c'est un temps d'initiative politique favorable pour lancer des dynamiques, pour ouvrir des portes qui sinon resteraient fermées.

Pour amorcer un basculement en partant d'une démarche défensive, augmentons notre autonomie vis-à-vis du système industriel et capitaliste et la conflictualité.

**SI NOUS VOULONS GAGNER,
IL FAUT ATTAQUER !**

Ruptures, 13 février 2023

EN LIBRAIRIE

FABIEN LEBRUN, LA COLONISATION DES ÉCRANS. LA VIE MUTILÉE PAR LE NUMÉRIQUE.
Sortie le 15 mars 2023

Cette brochure reprend le texte de la conférence donnée par l'auteur à la bibliothèque Antigone le 29 septembre dernier. Elle sera disponible dans trois librairies grenobloises (Antigone, Les Modernes, La Dérive) et lors des événements organisés par Ruptures.

C'est la seconde brochure éditée par Ruptures, après C'est à quel moment qu'on décide d'arrêter d'obéir ? en mars 2021. Bonne lecture !